

**REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP « REVISION DE LA DECISION N° 2018-0170 EN DATE DU 22 FEVRIER 2018 RELATIVE A LA COLLECTE D'INFORMATIONS CONCERNANT LE DEPLOIEMENT ET LA COMMERCIALISATION DES RESEAUX FIXES A HAUT ET TRES HAUT DEBIT »**

**EVOLUTION DES INFORMATIONS RELATIVES AUX RESEAUX FIXES**

**Informations demandées aux opérateurs commerciaux**

L'accès d'un OC via des droits d'usage pérennes au PM se fait à la maille de la zone de cofinancement. Lorsque pour une zone de cofinancement l'OC active plus de lignes qu'il n'a cofinancées, les lignes additionnelles sont facturées en location. Au sein de la zone de cofinancement il est dès lors possible de connaître le nombre total de lignes en cofinancement et le nombre total de lignes en location.

En revanche il n'est pas possible de faire cette distinction à la maille du PM, sauf à appliquer le même ratio que celui observé au niveau de la zone de cofinancement incluant le PM.

Dans ces conditions, les champs suivants de l'Annexe 1, I. Informations demandées aux OC relatives à la BLOM ne nous semblent pas pertinents :

- lignesTranchesPMPBO (Nombre d'accès activés par l'opérateur dans le cadre du cofinancement) ;
- lignesPMPBOOI (Nombre de lignes louées auprès de l'OI sur ce point de mutualisation) ;
- lignesPMPBOautre (Nombre de lignes louées auprès d'un ou plusieurs opérateurs autre que l'OI sur ce point de mutualisation).

**Informations échangées entre opérateurs portant sur les données d'infrastructure**

L'Autorité envisage que les IPE soient communiquées par les OI à l'Autorité à J+1 de tout changement (contre trimestriellement actuellement). Nous ne voyons pas de difficulté dès lors que la communication des informations se fait dans les mêmes conditions et processus techniques que pour les OC.

Contours des zones arrière des PM à communiquer sous 15 jours au lieu de 30 : les zones arrière de PM ne sont pas toujours amenées à évoluer. Pour des raisons de simplification nous proposons que ces données ne soient envoyées qu'en cas d'évolution. En l'absence de changement l'Autorité devrait considérer que les dernières données communiquées sont toujours valables.

**Données prévisionnelles relatives au déploiement des réseaux fixes**

L'Autorité envisage de demander aux opérateurs de fournir les couvertures prévisionnelles « des déploiements sur d'autres technologies d'accès fixe à internet que le FttH [...] avec une précision à la maille technique la plus fine disponible, ou à défaut, précis à la maille de la commune. » (Annexe 13 A.)

Nous comprenons que cela peut inclure la 4G fixe.

Cette demande nous semble disproportionnée au regard des efforts requis aux opérateurs pour produire ces couvertures prévisionnelles. La couverture prévisionnelle est complexe à établir, elle dépend de plusieurs paramètres qui évoluent eux même dans le temps. En particulier pour Free, l'éligibilité à la 4G fixe est vérifiée à l'adresse et est dépendante de :

- la couverture mobile 4G indoor ;
- l'éligibilité à la fibre, dont nous ne connaissons pas la couverture prévisionnelle à la maille de l'adresse ;
- le débit admissible en cuivre que nous estimons par la distance de l'adresse au NRA le plus proche ; hors nous n'avons pas connaissance des NRA qui fermeront du fait de l'extinction du cuivre.

Cette charge nous semble déraisonnable au regard du nombre d'abonnés aux offres 4G fixe qui reste marginal et inférieur à 500 000 pour l'ensemble du marché.

Dans ces conditions nous demandons à ce que l'Autorité précise que l'obligation de fournir ces données prévisionnelles ne porte pas sur la 4G fixe ou à tout le moins que sur les personnes physiques ou morales qui disposent sur le marché de détail d'un nombre d'abonnements actifs significatif pour la technologie considérée (qui pourrait être par exemple supérieur à ou égal à 50 000-100 000).

#### **Information prévisionnelle relative à la fermeture du cuivre**

Nous pensons que la fermeture du cuivre restera une opération critique sur le plan concurrentiel : l'opérateur historique réputé puissant sur la boucle locale de cuivre et verticalement intégré va prendre des décisions et faire des choix sur les modalités de mise en œuvre de son plan de fermeture.

Dans la mesure où c'est Orange qui décide *in fine* des communes à fermer et du rythme de fermeture, il semblerait nécessaire que l'opérateur puissant mette à la disposition de l'Arcep les données détaillées du marché de gros reposant sur le cuivre (pas uniquement le xDSL), par opérateur et par offre de gros, à l'échelle des communes susceptibles d'être fermées.

Il semblerait aussi nécessaire que ces données soient communiquées par l'Autorité à l'ensemble des opérateurs.

Ces données nous semblent capitales à plusieurs titres :

- pour vérifier si Orange n'utilise pas les communes choisies comme un moyen d'agir sur ces concurrents au niveau du marché de détail ;
- pour permettre à l'Autorité et au secteur d'anticiper la fermeture sur d'autres services comme par exemple le RTC pour lesquels les clients finaux sont encore nombreux et seront peut-être réticents à la fermeture ;
- pour disposer d'un historique détaillé à la maille communale : un état des lieux détaillé de la situation du marché en amont des opérations de fermeture est déterminant en cas de pratiques anti-concurrentielles – en effet, les effets de telles pratiques ne seront visibles qu'*a posteriori* : il sera certes trop tard pour certaines zones, mais la capacité à disposer de toutes les données détaillées afin de « rembobiner le film » sera très utile pour les Autorités (à la manière des services régaliens qui épluchent les enregistrements à la recherche de détails après un événement grave).

### **COLLECTE DE DONNEES PREVISIONNELLES RELATIVES A LA COUVERTURE MOBILE**

#### **Horizon temporel pour les informations prévisionnelles à 9 mois**

L'Autorité souhaite recueillir tous les trimestres les informations prévisionnelles concernant les sites devant être mis en service dans les neuf mois à venir. L'horizon temporel (9 mois) diffère de celui contenu dans certaines autorisations de fréquences pour lesquelles le titulaire est tenu de « publier tous les trois mois des informations sur les sites de son réseau mobile devant être mis en service dans les trois mois à venir ».

Nous pensons qu'il n'est pas judicieux d'allonger l'horizon temporel dans le cadre de cette collecte de données. La référence des autorisations à un délai de 3 mois est cohérente avec l'information interne des opérateurs concernant les sites dont les travaux sont terminés et dont l'allumage et l'intégration dans le réseau par la radio est à venir. Cette information est fiable puisque les sites pour lesquels les travaux sont achevés sont quasi intégralement allumés dans les 3 mois.

Un horizon de 9 mois ne correspond pas à un jalon de déploiement clairement identifiable. Il en résulte un aléa sur le fait que ces sites seront effectivement déployés dans les 9 mois. La donnée en résultant en sera moins fiable.

#### **Maille géographique pour les informations prévisionnelles à 2 ans**

S'agissant des prévisions à deux ans du nombre de sites et des couvertures prévisionnelles, l'Autorité souhaite disposer de l'information à la maille de l'intercommunalité ou du canton.

Ces mailles administratives ne nous semblent pas adaptées :

- elles ne sont pas stables dans le temps : les limites des cantons évoluent au fil des élections ;

- elles peuvent résulter d'un découpage infra-communal : certaines communes peuvent appartenir à plusieurs cantons ;
- leurs tailles sont très disparâtes : les intercommunalités peuvent comprendre entre 2 et 158 communes ;

Nous privilégions une vue départementale plus aisément identifiable et stable dans le temps.